MANDAT DE DEMARCHAGE POUR INTERMEDIAIRE EN OPERATIONS DE BANQUE

ENTRE LES SOUSSIGNEES

GE Money Bank

Société en Commandite par Actions au capital de 445 706 809 €, dont le siège social est à Paris La Défense, Tour Europlaza – 20, avenue André Prothin, enregistrée sous le numéro 784 393 340 RCS Nanterre,
ci-après dénommée **le Mandant**

D'UNE PART,

ET

..... au capital de euros, dont le siège social est sis
.....
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous
le numéro,
représentée par M.....
ci-après dénommé **le Mandataire**

DE SECONDE PART,

Le Mandataire et Le Mandant étant ci-après dénommés ensemble **Les Parties,**

ET

La SAS OMNIUM COURTAGE, au capital de 50.000 €, dont le siège social est, 11 avenue Parmentier – 31200 TOULOUSE, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 421 956 509, représentée par son Directeur, Monsieur Jérôme Dumort, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée **OMNIUM COURTAGE**

DE TROISIEME PART.

EXPOSE PREALABLE

Le Mandataire est conseiller en investissement indépendant, membre du réseau commercial d'Omnium Courtage et d'Omnium Conseil toutes deux filiales du groupe Omnium Finance.

Omnium Conseil a pour activité principale la commercialisation de produits immobiliers pour le compte de promoteurs.

Omnium Courtage a pour objet social « l'activité de courtage et de conseil en produits de placement financiers ».

Dans le cadre de cet objet, Omnium Courtage a négocié avec le Mandant, établissement de crédit distribuant notamment des crédits immobiliers, des taux de prêts immobiliers dont peuvent bénéficier, s'ils le souhaitent, les clients ayant investi en produits immobiliers diffusés par Omnium Conseil.

Le Mandant a manifesté le souhait d'utiliser les services de tout ou partie du réseau de conseillers en investissement indépendants d'Omnium Courtage pour développer son activité de crédits immobiliers.

Omnium Courtage intervient aux présentes pour donner son accord concernant l'utilisation de tout ou partie de son réseau de conseillers en investissement indépendants, les modalités ayant été définies préalablement dans une convention de collaboration conclue entre le Mandant et Omnium Courtage.

Le Mandant et le Mandataire, agissant dans le strict respect de leur partenariat respectif avec Omnium Courtage, souhaitent s'apporter leur concours mutuel afin de permettre aux clients de réaliser leurs projets de financement immobilier.

Les Parties sont dès lors convenues, par le présent mandat, de définir les conditions et modalités selon lesquelles le Mandataire pourra agir, pour le compte du Mandant, en qualité d'Intermédiaire en Opération de Banque (IOB) conformément aux dispositions des articles L 519-1 et suivants du CMF (CMF) en recourant au démarchage conformément aux dispositions des articles L 341-1 et suivants du CMF.

Le terme « Clients » signifie dans la présente convention les Clients qui vont ou qui ont investi dans un projet immobilier proposé par Omnium Conseil et qui souhaitent éventuellement souscrire un crédit y afférent, et ceux qui, ayant investi dans un tel projet, ont souscrit un crédit y afférent.

CONVENTION

1. Objet du Mandat

Dans le cadre des articles L 519-1 et suivants du CMF relatifs aux intermédiaires en opérations de banque, le Mandant consent au Mandataire, qui l'accepte, avec faculté de subdélégation à ses salariés, ses employés et, le cas échéant, autres mandataires personnes physiques déclarées par le Mandataire, un mandat l'habilitant à présenter aux Clients les prêts immobiliers du Mandant énumérés à l'article 2 ci-après.

Le Mandataire est libre de faire ou non usage de ce droit de présentation et le Mandant ne lui impose aucun objectif commercial quant au volume d'affaires à réaliser.

Pour ce faire le Mandataire est expressément autorisé à recourir au démarchage, conformément aux dispositions des articles L 341-1, L 341-4 à L 341-17 et L 353-1 à L 353-5 du CMF.

A cet effet, le Mandataire communiquera aux Clients les possibilités de crédits immobiliers offertes par le Mandant, pour les prêts énumérés à l'article 2 ci-après, et destinés au financement, partiel ou total, de l'acquisition de tout immeuble à usage privé, à titre de résidence principale ou secondaire de l'emprunteur ou de tout locataire de celui-ci, ainsi que du coût des travaux de construction, amélioration, réparation afférents à l'un quelconque des immeubles précités, les règles spécifiques aux prêts réglementés devant, bien entendu, être respectées.

Le Mandataire a pour mission de mettre en relation les Clients avec le Mandant : pour ce faire il présente les produits du Mandant aux Clients, et oriente ces derniers vers l'agence correspondante du Mandant dont les coordonnées ainsi que les noms des responsables seront communiqués sur simple demande.

Le rôle du Mandataire se limitera uniquement exclusivement aux termes et conditions du présent mandat.

Il ne pourra, en aucun cas, traiter au nom du Mandant ni accepter pour le compte de celui-ci les crédits sollicités, le Mandant conservant toute liberté quant à la suite à donner aux dossiers qui lui sont présentés, à la forme des financements et aux modalités et conditions qu'il pourra consentir, ainsi qu'aux garanties qu'il jugera utile d'exiger et ceci sans avoir à justifier de sa décision à l'égard du Mandataire ou de l'emprunteur.

Le Mandataire exercera son activité en pleine indépendance, sous sa seule responsabilité et sans que celle du Mandant puisse être engagée à quelque titre que ce soit du fait de cette activité.

2. Description des produits bancaires

Les produits proposés par le Mandataire aux Clients dans le cadre de la présente Convention sont tant des crédits destinés à la construction et l'acquisition de biens immobiliers à usage d'habitation que des crédits de trésorerie assortis d'une garantie hypothécaire.

Ces financements seront garantis soit par une hypothèque, soit par un cautionnement délivré par une société financière, et/ou par toute autre garantie que le Mandant pourrait demander.

Le Mandant conserve l'entière liberté de fixer et de modifier les conditions et modalités techniques, juridiques et financières des Produits, ainsi que tous documents et/ou supports d'information relatifs aux Produits et tiendra le Mandataire informé de toute modification notamment d'ordre technique, juridique ou financier touchant aux Produits

En ce cas, GE Money Bank fera ses meilleurs efforts pour aviser préalablement l'apporteur, dans un délai raisonnable, et ce dans la mesure du possible 3 mois avant la modification envisagée.

3. Conditions d'exercice du mandat de démarchage

Conformément aux dispositions de l'article L. 341-4 du Code monétaire et financier, il est précisé que le Mandataire ne pourra se substituer aucun mandataire personne morale pour l'accomplissement de sa mission. Le Mandataire sera pleinement et solidairement responsable vis à vis du Mandant de toute défaillance et/ou faute de tout salarié ou employé ou éventuellement mandataires personnes physiques déclarés par le Mandataire auquel ce dernier ferait appel pour l'exécution du présent mandat.

Pour l'exercice du mandat et, en vertu de l'article 6 du décret n° 2004-1019 du 28 septembre 2004, une carte spéciale de démarchage prévue par l'article L 341-8 du CMF et conforme aux dispositions de l'arrêté du 28 septembre 2004 devra être délivrée par le Mandataire à ses salariés, ses employés et éventuellement autres mandataires, personnes physiques déclarés par le Mandataire.

Avant délivrance de toute carte de démarchage, le Mandataire s'assurera que ces derniers remplissent les conditions prévues à l'article 2 du décret n° 2004-1019 du 28 septembre 2004 relatif au démarchage bancaire ou financier et conservera pour chaque démarcheur les pièces justificatives. En cas de cessation de l'activité de démarchage pour quelque motif que ce soit, la carte sera restituée par son titulaire au Mandataire.

Pour l'exercice du mandat et, en vertu de l'article 6 du décret n° 2004-1019 du 28 septembre 2004, une carte spéciale de démarchage prévue par l'article L 341-8 du CMF et conforme aux dispositions de l'arrêté du 28 septembre 2004 devra être délivrée par le Mandataire à ses salariés, ses employés et éventuellement autres mandataires, personnes physiques déclarés par le Mandataire.

Avant délivrance de toute carte de démarchage, le Mandataire s'assurera que ces derniers remplissent les conditions prévues à l'article 2 du décret n° 2004-1019 du 28 septembre 2004 relatif au démarchage bancaire ou financier et conservera pour chaque démarcheur les pièces justificatives.

En cas de cessation de l'activité de démarchage pour quelque motif que ce soit, la carte sera restituée par son titulaire au Mandataire.

4. Obligations et rôle du Mandant

a) dans le cadre des produits bancaires

Le Mandant met à la disposition du Mandataire des fiches techniques sur chacun des produits utilisables par le Mandataire I. Le Mandant informe le Mandataire de chaque changement de tarification dans un délai de 8 jours précédant la mise en place des nouveaux barèmes.

Le Mandant reste seul juge de ses décisions en ce qui concerne l'octroi des prêts et leurs conditions. Il a seul la charge et la responsabilité :

- de l'émission de l'offre de prêt, de l'acte notarié ou sous seing privé et de la constitution des garanties,
- du déblocage des fonds,
- de la gestion du prêt,
- du risque lié à chacun des prêts,
- du recouvrement amiable et contentieux de la créance qui pourrait exister entre le Client et le Mandant.

L'octroi des garanties et assurances (décès, invalidité, perte d'emploi) sont à la libre appréciation du Mandant.

Le Mandant statue dans les deux jours de la réception du dossier complet par son service d'étude sur l'octroi ou non du prêt et/ou informe le Mandataire des informations et justificatifs manquants pour son étude et/ou sa mise en place. Il communique sa décision au Mandataire qui en informera le candidat emprunteur.

b) dans le cadre du démarchage

Le Mandant s'engage :

- à mettre à la disposition du Mandataire et pour chacun des produits qu'il proposera à sa clientèle, une documentation conforme aux dispositions de l'article L 341-12 du CMF.
- à donner au Mandataire toute indication nécessaire pour la bonne diffusion de ses produits et services auprès des personnes démarchées dans le respect de l'article L 341-11 du CMF.

5. Obligations et rôle du Mandataire

a) dans le cadre des produits bancaires

Les obligations et rôle du Mandataire sont décrits en annexe 2.

b) dans le cadre du démarchage

Les dispositions qui suivent revêtent pour le Mandant un caractère substantiel. Leur violation par le Mandataire conduira à la résiliation immédiate du présent mandat, sans préjudice d'éventuels dommages-intérêts.

Le Mandataire déclare qu'il a une parfaite connaissance de l'ensemble des dispositions du titre IV du CMF relatives au démarchage et au colportage et des décrets y afférents et qu'il remplit toutes les conditions prévues par les textes susvisés et notamment celle relative à la souscription du contrat d'assurance visé ci après au présent article.

Le Mandataire s'engage à fournir au Mandant l'ensemble des documents nécessaires à l'obtention de la carte de démarchage.

Le Mandataire s'engage :

- à se présenter auprès des Clients en sa qualité de mandataire intervenant pour le compte du Mandant.
- A exercer sa mission dans le respect des textes législatifs et réglementaires et à se conformer aux instructions du Mandant, qu'il s'agisse de règles générales ou de prescriptions particulières qui lui seront notifiées,
- au respect des dispositions de l'article L 341-11 alinéa 1^{er} du CMF relatives au devoir, avant de formuler une offre de produits, ou services, de s'enquérir de la situation financière du Client démarché, de son expérience et de ses objectifs en matière de placement ou de financement. A ce titre, le Mandataire s'engage expressément à communiquer à la personne démarchée, d'une manière claire et compréhensible, les informations qui lui sont utiles pour prendre sa décision,
- à communiquer par écrit au Client démarché, quel que soit le support de cet écrit, l'ensemble des informations énumérées à l'article L. 341-12 du CMF,
- à première demande écrite de la part du Mandant, à justifier à tout moment de l'existence d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle, conformément aux niveaux minimaux visés à l'article 3 du décret n° 2004-1019 du 28 septembre 2004,
- à fournir au Mandant les informations nécessaires à l'enregistrement des démarcheurs visés par l'article 4 du décret n° 2004-1019 du 28 septembre 2004,
- à respecter et à faire respecter par ses salariés, ses employés et, éventuellement ses mandataires personnes physiques déclarés, toutes réglementations légales existantes ou à venir applicables à l'exercice de son activité et de la mission découlant du présent mandat. Le Mandant ne saurait être tenu pour responsable du non-respect par le Mandataire de tout ou partie des dispositions légales et réglementaires et des dispositions du présent mandat que ce dernier s'est engagé expressément à respecter. Dans l'hypothèse où la responsabilité du Mandant serait néanmoins retenue, le Mandataire sera intégralement et exclusivement responsable tant à l'égard du Mandant que vis à vis des tiers et devra supporter seul, totalement et définitivement, les entières conséquences du non-respect par lui de toutes dispositions du titre IV du CMF relatives au démarchage et au colportage et des décrets y afférents.
- à ne pas percevoir de fonds, au titre de la prescription, de la part de ses clients
- à concourir au respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux prévues par les dispositions des articles L 562-1 à L 562-10 du CMF.

Le Mandataire s'interdit :

- de proposer des produits ou services du Mandant autres que ceux pour lesquels il a reçu des instructions expresses de ce dernier (article L 341-13 du CMF).
- de signer, au nom et pour le compte du Mandant, le contrat portant sur le produit ou service pour la fourniture duquel le démarchage aura été pratiqué (L 341-14 du CMF). Dans l'hypothèse où le Mandataire ne respecterait pas cet engagement, il sera seul responsable tant à l'égard du Mandant que vis à vis des tiers et devra supporter seul, totalement et définitivement les entières conséquences de ses actes,
- de percevoir, réclamer ou recevoir de la clientèle ou de tiers, sous quelque forme que ce soit, des sommes représentatives de provision, de commission, de frais de recherches, de démarche, de constitution de dossier ou d'entremise quelconque.

Le Mandataire certifie que les personnes physiques ayant le pouvoir de gérer ou d'administrer la société, ses salariés, ses employés et éventuellement ses mandataires, personnes physiques déclarées, remplissent les conditions de capacité prévues par les 1° et 2° de l'article 2 du décret 2004-1019 du 29 septembre 2004.

Il certifie en outre que ni lui-même, ni les personnes visées ci-dessus n'ont fait l'objet au cours des dix dernières années de l'une des condamnations définitives évoquées à l'article L 341-9 du Code monétaire et financier, d'une interdiction ou des sanctions visées au 3° de l'article 2 du décret 2004-1019 du 29 septembre 2004 et ne sont frappées d'aucune incapacité ou interdiction d'exercer l'activité prévue au présent mandat.

c) Communication :

L'Apporteur s'engage à ne pas faire de publicité, sous quelque forme que ce soit, sans obtenir l'accord préalable de GEMB.

Sauf disposition contraire de la présente Convention, toute communication diffusée par l'Apporteur sur un support papier et/ou un site WEB ou par tout autre moyen, faisant référence à l'un des Produits visés à l'article 3 de la présente Convention, à GEMB ou à General Electric (GE), ou plus généralement sur sa collaboration avec GEMB, devra préalablement à toute diffusion (sur Internet, dans la presse, ou sur tout autre support de communication), avoir fait l'objet d'un accord écrit de GEMB."

6. Réglementation - Responsabilité

Chacune des Parties respectera et fera respecter par ses salariés et par ses mandataires les dispositions du présent mandat, de même que les dispositions légales et réglementaires applicables à son activité et à ses méthodes de vente.

Elle sera seule responsable de tout manquement à ces dispositions. Elle accomplira sous sa responsabilité toutes démarches et diligences auprès des autorités compétentes.

Chaque partie répondra seule et directement, vis-à-vis de l'autre partie et des tiers, des dommages de toute nature, survenus à l'occasion de l'exécution, tant de ses obligations contractuelles au titre du présent mandat, que les obligations résultant de l'exercice de son activité personnelle. La présente clause constitue une obligation continue, distincte et indépendante des autres obligations et survivra au terme du présent mandat.

7. Déclarations et engagements du Mandataire

Le Mandataire s'engage à répondre dans les termes de l'article 1384 du Code civil de l'usage qui pourra être fait par ses préposés du présent mandat. Il s'engage dès à présent à restituer sans délai au Mandant tous les documents que celui-ci lui aurait remis en cas de modification de ces documents ou de résiliation du présent mandat.

Le Mandataire déclare que ni lui-même ni les personnes qu'il sous-mandate pour l'exercice de l'activité objet de la présente Convention, ne sont frappés d'une incapacité ou interdiction d'exercer l'activité prévue à la présente Convention, notamment celle prévue par les articles L.353.1 et suivants du code monétaire et financier.

La présente Convention revêt un caractère « *intuitu personae* ». Elle ne pourra faire l'objet d'une cession, à quelque titre que ce soit par l'une des parties sans l'accord exprès et préalable de l'autre et d'Omnium Courtage.

Le Mandataire devra informer GEMB de toute modification portant sur son activité principale.

Le Mandataire déclare enfin être en conformité avec les dispositions de l'article 71 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 qui interdit la profession d'intermédiaire en opérations de banque à toute personne ayant fait l'objet de condamnations pénales visées par l'article 13 de ladite loi et les dispositions de l'article L 341-9 du Code monétaire et financier.

Le Mandant n'autorise en aucun cas le Mandataire à l'engager à l'égard d'un tiers pour quelque cause que ce soit.

Le Mandataire s'engage à ne pas participer à des opérations de rachat de prêt sur des clients du Mandant.

8. Déclarations et engagements du Mandant

Le Mandant déclare être un établissement de crédit et exercer son activité en conformité avec la réglementation qui lui est applicable.

Il s'interdit de commissionner directement les démarcheurs habilités par le Mandataire.

9. Durée du mandat – Résiliation

Conformément aux dispositions de l'article L 341-1 du Code monétaire et financier, le présent mandat est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa signature. Au terme de cette période il se renouvellera par tacite reconduction, pour des périodes successives d'un an sauf dénonciation trois mois avant sa date anniversaire par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec avis de réception.

En tout état de cause, le présent mandat pourra être résilié, dans un délai de quinze jours (15) après mise en demeure restée infructueuse de la partie défaillante, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- d'inexécution de l'une de ses obligations par l'une des parties. En pareil cas, l'autre partie pourra y mettre fin, d'avoir à se conformer au présent mandat sans préjudice de dommages-intérêts éventuels,
- de non-respect de l'une des clauses de la présente Convention,
- et pour toute autre cause sérieuse et légitime, notamment le redressement ou la liquidation judiciaire de l'autre Partie.

La résiliation pourra également intervenir de plein-droit et sans préavis, effectuée à la date de réception de la lettre de résiliation, en cas :

- d'inexactitude des déclarations de l'une ou l'autre partie.
- de manquement grave ou d'agissement susceptibles de compromettre les intérêts d'une des Parties ou d'Omnium Courtage,
- de non-respect de la réglementation en vigueur,

en cas de cessation des relations entre l'une ou l'autre des parties et Omnium Courtage ; chaque partie s'oblige à en informer Omnium Courtage.

10. Rémunération du Mandataire

Le Mandataire percevra directement du Mandant une commission d'apport de dossier d'un montant fixé en annexe 3.

Cette commission ne saurait en aucun cas être confondue avec celle que le Mandant verse à Omnium Courtage dans le cadre de leur propre partenariat.

Il est en outre précisé que le Mandataire fera son affaire personnelle de toutes les déclarations légales ou réglementaires tant auprès de l'administration fiscale que de l'URSSAF et sous son entière responsabilité.

Il est clairement stipulé que la commission d'apport revenant au Mandataire ne peut lui être versée qu'après la mise à disposition des fonds par le Mandant au Client.

En outre, les Parties conviennent expressément que le montant de ces commissions n'apparaîtra dans aucun document constatant l'octroi de prêt ni n'interférera dans le calcul du taux effectif global.

11. Dispositions diverses

Le présent mandat n'emporte pour aucune des Parties une quelconque exclusivité à l'égard de l'autre.

Toute utilisation du nom du Mandant par le Mandataire sera directement limitée aux besoins de l'application de la présente convention.

Chacune des Parties s'oblige à informer, sans délai, l'autre partie en cas de rupture de relations entre elle et Omnium Courtage.

Il est clairement stipulé que le Mandant est seul responsable des opérations de crédit, effectuées dans le cadre des présentes.

Le terme « Convention » inclut les dispositions des présentes et de ses annexes, et annule et remplace tout document et accord antérieur entre les Parties relatifs à son objet.

La présente Convention, en ce compris l'exposé préalable et les annexes, traduit l'ensemble des engagements pris par les Parties contractantes dans le cadre de son objet.

La présente Convention ne pourra être modifiée par les Parties et Omnium Courtage postérieurement à sa signature que par un écrit signé des deux Parties et d'Omnium Courtage.

La présente Convention n'institue, ni ne crée aucune société ou association en participation entre les Parties.

Toute renonciation, qu'elle qu'en soit la durée, à invoquer l'existence ou la violation totale ou partielle de l'une quelconque des clauses de la présente Convention ne peut constituer une modification, une suppression de ladite clause ou, une renonciation à invoquer les violations antérieures, concomitantes ou postérieures de la même ou d'autres clauses. Une telle renonciation n'aura d'effet que si elle est exprimée par un écrit signé par la personne dûment habilitée à cet effet.

Aucune des Parties ne pourra céder tout ou partie de ses droits et obligations au titre de la présente Convention à un tiers sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie.

Toutefois, le Mandant et Omnium Courtage sont libres de céder tout ou partie de ses droits et obligations au titre de la présente Convention à une société de leur Groupe (Groupe General Electric pour le Mandant, Groupe Omnium Finance pour OMNIUM COURTAGE).

Dans le cas où un tribunal compétent déclarerait toute disposition de cette Convention non-valable ou non-applicable, la validité ou la non-applicabilité de cette disposition n'influera pas sur les autres dispositions de la présente Convention et toute disposition non-affectée restera en vigueur.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres d'articles et lesdits articles, les titres seront déclarés inexistantes.

12. Confidentialité

Toute information concernant l'emprunteur, recueillie par l'une ou l'autre des Parties, demeurera strictement confidentielle et ne devra faire l'objet d'aucune divulgation.

Les informations relatives aux méthodes, procédures, procédés techniques ou toutes autres informations qui seront mutuellement transmises et reçues de l'autre partie seront considérées comme strictement confidentielles.

Chacune des deux Parties s'engage à traiter confidentiellement et à ne pas communiquer à qui que ce soit les documents, faits, événements ou informations dont elle aura ou pourrait avoir connaissance directement ou indirectement du fait ou à l'occasion des projets ou activités faisant l'objet de la présente Convention.

Les obligations figurant au présent article vaudront pour la durée du présent mandat, pendant l'année qui suivra sa cessation et sans limitation de durée pour les informations relevant de l'article L 511-33 du CMF (secret professionnel).

En effet, le Mandant étant expressément tenu au secret professionnel, sous les peines de l'article 226-13 du Nouveau Code Pénal, le Mandataire et les personnes sous-mandatées se trouvent soumis à cette même obligation.

13. Informatique et Libertés – Loi du 6 janvier 1978

Les informations recueillies dans le cadre du présent mandat ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion interne du Mandant ou du Mandataire ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

Dans le cas où le Mandataire recueille des informations réglementées par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, il s'engage à se conformer aux obligations décrites par la loi susvisée.

14. Droit Applicable – Jurisdiction compétente

Le présent mandat est régi par le droit français. Pour tout différend entre les Parties relatif à l'interprétation, à l'exécution ou à la résiliation du présent mandat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal de Commerce du ressort du siège social du Mandant, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête.

15. Election de domicile

Pour l'exécution du présent mandat, les Parties et Omnium Courtage font élection de domicile en leur siège social respectif.

Fait à _____ le _____
(en trois exemplaires)

LE MANDANT

LE MANDATAIRE

OMNIUM COURTAGE

ANNEXE 1. Produits commercialisés :

- prêt amortissable à taux variable
- prêt in fine

ANNEXE 2. Obligations et rôle du Mandataire dans le cadre des produits bancaires

Le Mandataire se charge de recueillir auprès du Client les pièces nécessaires à la constitution du dossier de demande de prêt du Mandant, soit :

- la demande de prêt dûment remplie et signée par le Client,
- les justificatifs de ressources du Client,
- les justificatifs concernant l'objet du prêt,
- les documents à fournir tels qu'ils sont énumérés au verso de la demande de prêt du Mandant.

Et, d'une manière générale, toute information utile à l'étude du dossier de demande de prêt.

Les dossiers ainsi constitués sont adressés par le Mandataire aux agences locales du Mandant, étant précisé que le Mandataire n'est chargé que de vérifier la composition de ces dossiers et d'assurer la relance des Clients en cas de dossier incomplet, l'appréciation de la solvabilité du Client restant du domaine exclusif du Mandant.

Il est expressément convenu que le Mandant, ou toute société qui lui est liée, s'engage à ne pas exploiter, directement pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins commerciales, les coordonnées et autres informations concernant les Clients qui lui auront été présentés par le Mandataire dans le cadre du présent contrat. Cette obligation vaudra jusqu'à extinction du ou des crédits accordés par le Mandant aux Clients dans le cadre du présent mandat et ce même en cas de résiliation du présent mandat pour quelque cause et à quelque initiative que ce soit.

Annexe 3. REMUNÉRATION

Rémunération de un pour cent toutes taxes comprises (1 %) calculée sur le montant global de financement effectivement consenti par le Mandant et plafonnée à 3 811 € par affaire.. Cette rémunération ne s'applique que pour les prêts long terme (hors prêts Relais et Revente). La rémunération est versée directement au mandataire après agrément par le mandant sauf pour les VDI pour lesquels l'intégralité de la commission sera versée directement à OMNIUM Courtage. Cette commission d'apport d'affaires de crédit est exonérée de TVA conformément à l'article 261-C-1-a du Code Général des Impôts.